

LA JUSTICE CLIMATIQUE : UN ENJEU FÉMINISTE

Gill Allwood, Niels Annen, Delara Burkhardt, Elke Ferner, Zita Gurmai, Alessandra Moretti, Adenike Oladosu, Laetitia Thissen, Kata Tutto

Dans le cadre de la 66^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW), la Fondation Jean-Jaurès poursuit son engagement pour cette neuvième année en co-organisant, avec la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), ONU Femmes Allemagne et le PSE-Femmes, un événement parallèle en ligne.

Cette année, la thématique prioritaire portait sur : « Parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et filles dans le cadre des politiques et programmes relatifs au changement climatique, à l'environnement et à la réduction des risques de catastrophes ». Cet événement a eu pour objectif de proposer un nouveau contrat social face à l'urgence climatique et d'explorer des réponses progressistes ouvrant la voie à une approche féministe de la justice climatique.

Les conséquences du changement climatique affectent l'ensemble de la population, mais elles ne sont pas dépourvues de biais genrés. Avant même la pandémie de Covid-19, des situations extrêmes comme la guerre, les déplacements, les catastrophes naturelles ont eu un impact négatif disproportionné sur les femmes et les filles, aggravant encore les inégalités existantes. Alors que la protection de l'environnement et l'égalité des genre figurent en tête de l'agenda de l'Union européenne (UE) et représentent des priorités durant la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) et la présidence du G7 Allemagne, beaucoup reste à faire pour atteindre ces objectifs, mettre en place des politiques efficaces reconnaissant ces deux problématiques comme interdépendantes. Le Pacte vert de l'UE est une des réponses pour atténuer les effets de la crise climatique, cependant il y a un besoin urgent de solutions supplémentaires sensibles au genre pour contribuer à la réalisation d'une transition inclusive, juste et plus efficace vers un avenir décarboné et durable.

Alors que l'intégration de la dimension de genre a longtemps été consacrée comme un concept *de jure*, il n'en reste pas moins que les politiques environnementales et de genre sont restées largement déconnectées dans la pratique. Relever les défis du changement climatique – associés aux graves conséquences de la crise du Covid-19 et de la santé – nécessitera une reprise verte

équitable sur le plan social et du genre, soutenant non seulement des politiques plus durables mais également sensibles au genre, de l'emploi à la politique des transports.

Programme

Introduction

Zita Gurmai, présidente du PSE-Femmes

Table-ronde

Animée par **Laetitia Thissen**, analyste politique chargée des questions d'égalité de genre à la FEPS

- **Gill Allwood**, professeure de politique de genre, Nottingham Trent University, Royaume-Uni
- **Niels Annen**, secrétaire d'État parlementaire au sein du ministère de la Coopération économique et du développement, Allemagne
- **Delara Burkhardt**, députée européenne, Allemagne
- **Alessandra Moretti**, députée européenne, Italie
- **Adenike Oladosu**, activiste pour le climat et écofeministe, cofondatrice de Fridays For Future au Nigeria.
- **Kata Tutto**, adjointe au maire de Budapest, vice-présidente du Comité des régions du PSE, responsable du Pacte vert et de l'égalité des genres, membre de l'exécutif des femmes du PSE

Conclusion

Elke Ferner, présidente ONU Femmes Allemagne, ancienne ministre des Droits des femmes, Allemagne



@Anuschka Ruge